

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2008 — 4615

[2008/204627]

12 DECEMBRE 2008. — Arrêté du Gouvernement wallon portant exécution du décret du 6 novembre 2008 relatif au plan de cohésion sociale dans les villes et communes de Wallonie, pour ce qui concerne les matières dont l'exercice a été transféré de la Communauté française

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 6 novembre 2008 relatif au plan de cohésion sociale dans les villes et communes de Wallonie, pour ce qui concerne les matières dont l'exercice a été transféré de la Communauté française, notamment les articles 3, 4, 5, 7, 8, 9, 10, 13, 14, 16, 18, 19, 23, 24, 27, 29, 30, 31, 33, 34, 35, 40 et 43;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 9 juin 2008;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 12 décembre 2008;

Vu l'avis n° 18/2008 du Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne, donné le 11 juin 2008;

Vu les avis 45.438/4 et 45.439/4 du Conseil d'Etat, donnés le 1^{er} décembre 2008, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique et du Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des Chances;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle, en application de l'article 138 de la Constitution, des matières visées aux articles 127, § 1^{er}, et 128, § 1^{er}, de celle-ci.

Il s'applique aux communes de langue française de la Région wallonne.

Art. 2. La commune élabore le diagnostic de cohésion sociale visé à l'article 5, § 2, du décret du 6 novembre 2008 relatif au Plan de cohésion sociale des villes et communes de Wallonie, pour ce qui concerne les matières dont l'exercice a été transféré de la Communauté française, ci-après dénommé le décret.

La commune élabore le projet de plan visé à l'article 7, 3^o, du décret.

Au plus tard le 15 juillet de l'année précédant l'entrée en vigueur du plan, la commune transmet le projet de plan, y compris le diagnostic, en double exemplaires, au service visé à l'article 30, § 1^{er}, du décret.

Après réception de l'avis favorable du Gouvernement visé à l'article 10 du décret, la commune transmet son plan définitif.

Par dérogation à l'alinéa 3, pour le plan couvrant la période 2009-2013, la commune notifie, pour le 15 janvier 2009 au service visé, son intention de déposer un projet de plan et lui transmet le projet de plan pour le 28 février 2009.

Art. 3. Le modèle de la convention visée à l'article 8, § 2, du décret figure en annexe 1^{re}.

Le modèle de la convention de partenariat visée à l'article 23, § 5, du décret figure en annexe 2.

Art. 4. § 1^{er}. Le chef de projet visé à l'article 24, § 1^{er}, du décret doit être titulaire d'un diplôme de master ou de bachelier délivré par une institution universitaire ou une haute école ou présenter une expérience utile de trois ans au moins dans la gestion de projets.

§ 2. Pour les communes de moins de 20 001 habitants, le chef de projet doit consacrer au moins un mi-temps à la réalisation des missions visées à l'article 24, § 3, du décret.

Pour les communes de 20 001 habitants et plus, le chef de projet doit consacrer un temps plein à la réalisation des missions visées à l'article 24, § 3, du décret.

§ 3. Le chef de projet doit suivre la formation dédiée au plan de cohésion sociale, agréée par le Conseil régional de la Formation.

Art. 5. § 1^{er}. En application de l'article 27, § 3, du décret, la commission se réunit sur la convocation de son président, communiquée à chacun des membres au moins quinze jours calendrier avant la date de la tenue de la réunion.

Tout document dont l'examen est prévu en commission est annexé à la convocation.

§ 2. La commission se réunit valablement en présence de son président ou, en cas d'empêchement, d'un vice-président au moins, du chef de projet et de l'agent du service du Gouvernement visé à l'article 30, § 1^{er}, du décret.

Les décisions de la commission sont prises sur le mode du consensus.

§ 3. Chaque réunion de la commission fait l'objet d'un procès-verbal, transmis à ses membres dans les quinze jours qui suivent la tenue de la réunion.

Art. 6. En application de l'article 30, § 1^{er}, du décret, le service chargé d'accompagner la mise en œuvre du plan et son évaluation est la Direction interdépartementale de la Cohésion sociale du Service public de Wallonie.

En application de l'article 30, § 2, du décret, le service chargé d'assurer le suivi financier du plan est la Direction générale opérationnelle Pouvoirs locaux, Action sociale et Santé du Service public de Wallonie.

Par dérogation à l'alinéa 2, le service chargé d'assurer le suivi financier des actions menées en application de l'article 18 du décret est l'administration relevant des compétences du Ministre subsidiant.

Art. 7. § 1^{er}. En application de l'article 31, § 1^{er} et § 2 :

1^o les documents visés à l'article 29, § 1^{er} et § 2, du décret sont établis sur base du modèle fourni par les services du Gouvernement visés à l'article 30 du décret et sont transmis pour le 31 mars de l'année suivant celle sur laquelle ils portent;

2^o les documents visés à l'article 29, § 3 et § 4, du décret sont transmis sur base du modèle fourni par les services du Gouvernement visés à l'article 30 du décret et sont transmis pour le 30 juin de l'année suivant la période sur laquelle ils portent.

§ 2. Les documents visés aux articles 35, § 3, et 40, § 3, du décret, sont transmis selon les modalités prévues au § 1^{er}, 1^o, du présent article.

Art. 8. Le mode de calcul des variables dont la liste figure à l'article 3, § 3, du décret est détaillé dans le document repris en annexe 3 du présent arrêté, en application de l'article 3, § 4, du décret.

Art. 9. Le montant de la subvention de base visé à l'article 13, § 1^{er}, du décret est le suivant :

1^o les communes de moins de 5 000 habitants : 20.000 euros;

2^o les communes de 5.000 à 10 000 habitants : 40.000 euros;

3^o les communes de 10.001 à 20 000 habitants : 60.000 euros;

4^o les communes de 20 001 à 30 000 habitants : 80.000 euros;

- 5° les communes de 30 001 à 40 000 habitants : 100.000 euros;
- 6° les communes de 40 001 à 60 000 habitants : 200.000 euros;
- 7° les communes de 60 001 à 90 000 habitants : 400.000 euros;
- 8° les communes de 90 001 habitants à plus : 700.000 euros.

Art. 10. Pour le calcul de la subvention modulée, la valeur "V" visée à l'article 14, § 2, du décret est de 0,9 pour les communes des catégories 1° à 5° de l'article 3 du présent arrêté, de 0,6 pour les communes de la catégorie 6° et de 0,35 pour les communes des catégories 7° et 8°.

Art. 11. En application de l'article 16, alinéa 2, du décret, le solde de la subvention annuelle est versé lorsque la commune a transmis aux services visés à l'article 30 du décret les pièces justificatives des dépenses et lorsqu'elle s'est conformée à l'article 14 du présent arrêté.

Art. 12. § 1^{er}. En application de l'article 18 du décret, chaque Ministre, dans le cadre de ses compétences, peut octroyer des moyens supplémentaires aux communes situées sur le territoire de la Région wallonne et figurant dans la liste visée à l'article 9, § 1^{er}, du décret.

Ces moyens supplémentaires sont réservés aux communes qui concluent, dans le cadre du Plan de cohésion sociale, une ou plusieurs conventions de partenariat visées à l'article 23, § 5, du décret, et qui impliquent un transfert financier.

§ 2. En application de l'article 18 du décret, les communes proposent des actions à soutenir dans le cadre de l'appel à projets prévu à l'article 6, § 1^{er}, du décret.

Les actions à mettre en oeuvre pour bénéficier de ces moyens s'inscrivent dans les axes repris à l'article 4, § 3, du décret.

Elles répondent aux faiblesses structurelles révélées par le diagnostic de cohésion sociale défini à l'article 5, § 2, du décret.

Elles sont développées par une ou plusieurs associations partenaires.

Elles sont inscrites dans la convention de partenariat visée à l'article 23, § 5, du décret conclue entre la commune et la ou les associations concernées.

§ 3. Dans les limites des crédits disponibles, les moyens supplémentaires visés à l'article 18 du décret sont proportionnels au montant de la subvention modulée octroyée à la commune en application de l'article 14 du décret. Ces moyens supplémentaires sont rétrocédés à la ou aux associations concernées selon les modalités prévues dans la convention de partenariat visée à l'alinéa précédent.

§ 4. En ce qui concerne les compétences de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des Chances, la commune ne perçoit les moyens supplémentaires visés au § 3 du présent article que si son indicateur synthétique d'accès aux droits fondamentaux visé à l'article 3, § 1^{er}, du décret est supérieur à 0.

Art. 13. En cas d'appel à projets complémentaire et ou en application de l'article 18 du décret, les actions retenues s'inscrivent dans un avenant au plan approuvé par le Gouvernement, valable pour la durée restante du plan et pour une année civile au moins.

Art. 14. Les dépenses admissibles au titre de la subvention, visées à l'article 19 du décret, doivent être directement liées aux actions menées durant la période allant du 1^{er} janvier au 31 décembre de l'année en cours.

Les dépenses visées à l'alinéa 1^{er} sont les suivantes :

1° frais de personnel : ils concernent les agents engagés de manière spécifique pour la réalisation du projet ou spécialement détachés à cette fin et remplacés dans leur emploi;

2° frais de fonctionnement : s'ils ne peuvent être individualisés, ils sont pondérés dans un rapport entre le personnel affecté à la mesure et le personnel concerné par la dépense réalisée. Les frais de déplacement sont calculés en fonction du barème utilisé au sein de l'administration communale bénéficiaire;

3° frais d'investissement : les taux d'aménagement référencés dans les frais d'investissement concernent des rénovations légères des locaux affectés au plan. Les matériels roulants référencés dans les frais d'investissement s'entendent comme des véhicules à l'usage collectif des bénéficiaires du plan;

4° frais de consultance : les frais liés directement au plan tels que les frais de formation ou de supervision d'équipe;

5° frais de subvention aux institutions, services et associations avec lesquels la commune a conclu une convention de partenariat en application des articles 18 et 23, § 5, du décret : frais visant la mise en oeuvre d'une action directement liée ou complémentaire au plan.

Les frais admissibles prévus aux 1°, 2°, 3° et 4° concernent les dépenses exposées par la commune et les montants transférés aux institutions, services ou associations visés au 5°.

Art. 15. § 1^{er}. En exécution de l'article 33, § 2, du décret, la diminution ou le retrait de la subvention, suite à l'évaluation intermédiaire du plan, sont basés sur l'appréciation conjointe du respect des obligations du décret et de l'état d'avancement et de réalisation des actions contenues dans le plan au regard des axes ciblés et des objectifs du décret.

§ 2. Lorsqu'une commune fait l'objet d'une décision de diminution de sa subvention :

1° la diminution ne peut dépasser 40 % du montant de la subvention octroyée l'année au cours de laquelle le rapport d'évaluation intermédiaire est adopté par la commission, conformément à l'article 29, § 3, du décret;

2° si la subvention est diminuée de plus de 20 %, la commune bénéficie :

- pour l'année suivant celle de la décision, d'une subvention équivalente à 80 % de la subvention octroyée l'année au cours de laquelle le rapport d'évaluation intermédiaire est adopté par la commission, conformément à l'article 29, § 3 du décret;

- pour la deuxième année suivant celle de la décision, de la subvention diminuée telle que décidée par le Gouvernement.

§ 3. La commune qui fait l'objet d'une décision de retrait de sa subvention peut encore bénéficier durant l'année suivant celle où la décision est signifiée, de 50 % du montant de la subvention octroyée l'année au cours de laquelle le rapport d'évaluation intermédiaire est adopté par la commission, conformément à l'article 29, § 3, du décret.

Art. 16. En exécution de l'article 34, § 2, du décret, le non-respect de tout ou partie des dispositions fixées par le décret peut entraîner une sanction sous réserve des conditions suivantes :

1° le non-respect doit avoir été constaté par les services du Gouvernement visés à l'article 30 du décret et avoir fait l'objet d'un rapport écrit;

2° la commune est invitée à faire valoir ses observations auprès desdits services;

3° le cas échéant, l'administration propose au Gouvernement le retrait de la commune de la liste des communes subventionnées.

Art. 17. L'arrêté du Gouvernement wallon du 4 décembre 2003 portant exécution du décret du 15 mai 2003 relatif à la prévention de proximité dans les villes et communes de Wallonie est abrogé.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, cet arrêté reste en vigueur pour le règlement définitif des subventions accordées en application du décret du 15 mai 2003 précité et du décret budgétaire 2009.

Art. 18. Entrent en vigueur le 1^{er} janvier 2009 :

1° le décret du 6 novembre 2008 relatif au plan de cohésion sociale des villes et communes de Wallonie, pour ce qui concerne les matières dont l'exercice a été transféré de la Communauté française;

2° le présent arrêté.

Art. 19. Le Ministre des Affaires intérieures et le Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des Chances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 12 décembre 2008.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,
Ph. COURARD

Le Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des Chances,
D. DONFUT

Annexe 1^{re}

**Convention dans le cadre d'un regroupement de communes contiguës de moins de 10 000 habitants
pour la réalisation du Plan de cohésion sociale**

Entre les communes de :

1.

représentée par son Bourgmestre, Mme/M.

et son secrétaire communal, Mme/M.

2.

représentée par son Bourgmestre, Mme/M.

et son secrétaire communal, Mme/M.

3.

Il est convenu ce qui suit :

Article 1^{er} :

La présente convention est conclue en application de l'article 8, § 2, du décret du ... relatif au Plan de cohésion sociale des villes et communes de Wallonie, pour ce qui concerne les matières dont l'exercice a été transféré de la Communauté française, et de l'article 3 de l'arrêté du Gouvernement wallon du ... portant exécution du décret.

Article 2 :

La présente convention règle les modalités de gestion du budget consacré à la mise en œuvre du Plan de cohésion sociale, ci-dessous dénommé le Plan, de sa gestion administrative, de la gestion du personnel y affecté et des différents projets identifiés.

Article 3 :

Les éléments suivants doivent être mentionnés dans la présente convention :

- La commune qui assure la gestion administrative et financière du plan.
- La liste des actions avec, en regard, le nom de la ou des commune(s) sur le territoire de laquelle ou desquelles chaque action est réalisée, le(s) public(s) ciblé(s) et la ou les commune(s) dont ce(s) public(s) est/sont issu(s).
- Pour chaque commune, la liste des agents affectés au Plan et leur fonction. Les principes d'organisation hiérarchique devront également être indiqués tant en terme de gestion du personnel que de gestion administrative.
- Le cas échéant, la clé de répartition de la subvention - première et seconde tranches - entre les communes en vue du paiement de leur personnel, des frais de fonctionnement et d'investissement.
- La clé de répartition entre les communes de la part du budget sur fonds propres (étant entendu que la participation globale sur fonds propres est d'au moins 25 % du montant de la subvention).
- L'utilisation des biens mobiliers et immobiliers affectés au Plan.
- Les modalités de la gestion administrative du Plan (en ce qui concerne notamment les pièces justificatives) (*).

(*) Il est à noter qu'un seul rapport - comportant le rapport d'évaluation et le rapport financier - est établi et approuvé par délibération des conseils communaux des communes concernées et que le rapport est signé par le collègue de la seule commune bénéficiaire de la subvention.

- La répartition des avoirs affectés au Plan lors de la cessation de la présente convention.

Article 4 :

La présente convention vaut pour toute la durée du Plan de cohésion sociale en vue d'assurer la stabilité du Plan.

Article 5 :

En cas de résiliation anticipée de la présente convention, un préavis d'un an est adressé par recommandé à la ou aux communes associées et aux services du Gouvernement, les effets de la résiliation ne prenant cours qu'au 31 décembre d'une année civile.

Fait à, le

Pour la commune de,

Pour la commune de

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 décembre 2008 portant exécution du décret du 6 novembre 2008 relatif au Plan de cohésion sociale des villes et communes de Wallonie, pour ce qui concerne les matières dont l'exercice a été transféré de la Communauté française.

Namur, le 12 décembre 2008.

Le Ministre-Président,

R. DEMOTTE

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,

Ph. COURARD

Le Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Égalité des Chances,

D. DONFUT

Annexe 2
Convention de partenariat relative à l'exécution du Plan de cohésion sociale

Entre d'une part (première partie à la convention);

La ville/commune (1) de, représentée par son Collège communal ayant mandaté

Mme/M. (1)

(références (nom, prénom et fonction) de la ou des personnes habilitées par la commune à conclure la convention);

Et d'autre part (seconde partie à la convention);

...

(dénomination du partenaire, raison juridique (ASBL,...), adresse de son siège social et indication des références de la personne habilitée à conclure la convention au nom et pour le compte du partenaire)

Il est convenu ce qui suit :

Article 1^{er}.

La présente convention est conclue dans le cadre de la réalisation du Plan de cohésion sociale de la ville/commune (1) de

Conformément à l'article 4, § 2, du décret du relatif au Plan de cohésion sociale des villes et communes de Wallonie, pour ce qui concerne les matières dont l'exercice a été transféré de la Communauté française, elle s'inscrit dans les deux objectifs suivants :

- le développement social des quartiers;
- la lutte contre toutes les formes de précarité, de pauvreté et d'insécurité.

Article 2.

La seconde partie s'engage à réaliser ou à participer à la réalisation de l' (des) action(s) suivante(s) :

Article 3.

La méthodologie qui sera suivie par la seconde partie à la convention pour la réalisation de l' (des) action(s) définie(s) à l'article 2 est la suivante :

...

Article 4.

La ville/commune (1) s'engage à fournir les moyens nécessaires à son partenaire pour l'exécution de la présente convention conformément à l'arrêté du Gouvernement du portant exécution du décret du 6 novembre 2008 relatif au Plan de cohésion sociale des villes et communes de Wallonie.

Les moyens nécessaires sont détaillés comme suit :

- (description de la subvention par poste).

Dans ce cadre, la ville/commune (1) verse à la seconde partie X % du montant de la subvention dans les X jours de la signature de la présente convention.

Le solde de la subvention est versé sur la base des pièces justificatives.

La seconde partie à la convention rembourse sans délai à la première partie toute somme indûment perçue.

Par ailleurs, le projet subventionné ne peut en aucun cas faire l'objet d'un double subventionnement.

Article 5.

Le partenaire s'engage à être représenté aux réunions de la commission d'accompagnement du Plan de cohésion sociale.

Il est également tenu d'y fournir la preuve des dépenses effectuées dans le cadre du Plan de cohésion sociale avec les subventions qui lui ont été rétrocédées. Ces documents seront transmis à la DG05 par les autorités communales dans le cadre de la communication du rapport financier.

Pour les frais de personnel, le partenaire fournit les contrats de travail, d'occupation d'étudiant ou de stage et les fiches individuelles de rémunération.

Pour les frais de fonctionnement, il fournit les factures, tickets de caisse et bons de commande.

Le partenaire s'engage également à soumettre annuellement aux autorités communales son bilan financier.

Article 6.

La présente convention débute le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre de l'année pour laquelle la Ville/Commune (1) reçoit une subvention régionale pour la mise en œuvre de son Plan de cohésion sociale.

Elle est renouvelable tacitement pour autant qu'elle reste liée à la réalisation dudit Plan de cohésion sociale approuvé par le Gouvernement wallon.

Article 7.

Chacune des parties peut résilier unilatéralement la convention en cas de manquement total ou partiel de l'autre partie à ses obligations contractuelles.

La résiliation peut intervenir sans formalité judiciaire, après mise en demeure notifiée à la partie défaillante par lettre recommandée, mentionnant les raisons de la décision prise et sans préjudice de la réclamation d'une indemnité.

La Ville/Commune (1) est tenue d'informer, par courrier et dans un délai raisonnable, le Ministre qui a les Affaires intérieures dans ces compétences, et ce quelle que soit la partie qui prend l'initiative de résilier la présente convention.

Fait à, le

Pour la Ville/Commune (1) de,

Pour le partenaire,

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 décembre 2008 portant exécution du décret du 6 novembre 2008 relatif au Plan de cohésion sociale des villes et communes de Wallonie, pour ce qui concerne les matières dont l'exercice a été transféré de la Communauté française.

Namur, le 12 décembre 2008.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,
Ph. COURARD

Le Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Égalité des Chances,
D. DONFUT

Annexe 3**Indicateur synthétique d'accès aux droits fondamentaux par commune****Méthode de calcul, liste des variables et sources des données**

L'indicateur synthétique d'accès aux droits fondamentaux reflète l'accès de la population de chaque commune wallonne aux droits fondamentaux, complété par un facteur de risque par rapport au maintien de la cohésion sociale sur le territoire de la commune.

Les droits fondamentaux sont déclinés selon six dimensions :

- 1° Le droit à un revenu digne;
- 2° Le droit à la protection de la santé et à l'aide sociale et médicale;
- 3° Le droit à un logement décent et à un environnement sain;
- 4° Le droit au travail;
- 5° Le droit à la formation;
- 6° Le droit à l'épanouissement culturel et social.

Le facteur de risque prend en considération trois publics cibles :

- 1° les ménages monoparentaux;
- 2° les personnes isolées âgées de 65 ans et plus;
- 3° les demandeurs d'asile.

Méthode de calcul

Chacun des six droits ainsi que le facteur de risque sont approchés par une sélection d'indicateurs choisis pour leur existence, leur représentativité, leur pertinence et leur disponibilité à l'échelle communale. Au total, 24 indicateurs sont pris en compte.

Les indices simples sont obtenus par standardisation des indicateurs de base, qui ramène chaque indicateur à une valeur comprise entre 0 et 1.

$Indice_i = (valeur\ observée_i - valeur\ minimale)$

$(valeur\ maximale - valeur\ minimale)$

Les indices composites pour chacun des droits et pour le facteur de risque résultent de la moyenne arithmétique des indices simples, à pondération égale, normalisée

L'indicateur synthétique est la somme, à pondération égale, des indicateurs composites par droit et par facteur de risque.

Liste des variables et source des données**1. Droit à un revenu digne**

- Taux de bénéficiaires de l'aide sociale : obtenu par le rapport établi entre le nombre de bénéficiaires du revenu d'intégration (RIS), de l'aide financière équivalente au RIS, du revenu garanti et de la garantie de revenu aux personnes âgées, et la population âgée de 18 ans et plus.

Sources : SPF Intégration sociale (année 2007 - moyenne annuelle), Office national des Pensions (année 2006 - situation au 1^{er} janvier 2007), SPF Economie - Direction générale Statistique, Statistiques démographiques (situation au 1^{er} janvier 2008) - Calculs : IWEPS.

- Indicateur composite de revenu : obtenu par la moyenne de deux indicateurs :

(1) le revenu fiscal médian (exprimé en euros).

Il s'agit du revenu attaché à la déclaration se situant au centre de la série, les déclarations ayant été classées par ordre de grandeur du revenu. Il est exprimé en euros.

Source : SPF Economie - Direction générale Statistique, Statistiques fiscales Revenus 2005 - exercice 2006 - Calculs : IWEPS.

(2) le taux de faibles revenus : obtenu par le rapport entre le nombre de déclarations fiscales inférieures à 10.000 euros et le total des déclarations fiscales.

Source : SPF Economie - Direction générale Statistique, Statistiques fiscales, Revenus 2005 - exercice 2006 - Calculs : IWEPS.

- Taux de bas salaires : obtenu par le rapport entre le nombre de salariés assujettis à l'ONSS exprimés en volume de travail - équivalents temps plein, qui perçoivent un salaire journalier brut inférieur à 80 EUR et le total des équivalents temps plein assujettis à l'ONSS (le seuil de 80 EUR est la borne disponible qui s'approche le plus du salaire associé au montant fixé pour l'ouverture du droit au bonus à l'emploi sous la forme d'une réduction des cotisations personnelles de sécurité sociale aux travailleurs salariés ayant un bas salaire et à certains travailleurs qui ont été victimes d'une restructuration - arrêté royal du 1^{er} septembre 2006 pris en exécution de l'article 2, § 2, alinéa 5, de la loi du 20 décembre 1999).

Source : ONSS - Année 2006 (moyenne des 4 trimestres de l'année) - Calculs : IWEPS.

1. Droit à la protection de la santé et à l'aide sociale et médicale

- Espérance de vie à la naissance : exprimée en années. Il s'agit de la durée moyenne d'une génération qui connaîtrait tout au long de l'existence les conditions de mortalité observées au moment de sa naissance dans toutes les classes d'âge.

Source : SPF Economie - Direction générale Statistique - Statistiques démographiques - Années 2000-2004 - Calculs : UCL-Gédap.

- Handicap et maladie de longue durée : obtenu par le rapport entre le nombre de personnes qui déclarent être gênées dans leurs activités quotidiennes en raison d'une ou plusieurs maladies de longue durée, d'affections de longue durée ou de handicaps et le nombre total de personnes qui ont répondu à la question.

Source : SPF Economie - Direction générale Statistique et information économique, Enquête socio-économique générale - Année 2001 - Calculs : IWEPS.

- Maladies professionnelles : obtenu par le rapport entre le nombre de bénéficiaires d'indemnités pour incapacité permanente du secteur privé et la population âgée de 18 ans et + x 10 000.

Sources : Fonds des maladies professionnelles (année 2007) et SPF Economie - Direction générale Statistique - Statistiques démographiques (situation au 1^{er} janvier 2008) - Calculs : IWEPS.

1. Droit à un logement décent et à un environnement sain

- Logements de qualité insuffisante : obtenu par le rapport entre le nombre de logements sans WC, ou sans salle de bains/douche, ou qui nécessitent de 4 à 6 grosses réparations et le total des logements.

Source : SPF Economie - Direction générale Statistique et information économique, Enquête socio-économique générale - Année 2001 - Calculs : Thomas (I.), UCL, Unité de géographie.

- Indicateur composite de l'appréciation de l'environnement immédiat du logement : obtenu par une moyenne arithmétique de quatre indicateurs standardisés (dont la valeur est ramenée dans l'intervalle [0,1] :

1. Appréciation de la tranquillité (bruit, pollution sonore) de l'environnement résidentiel : pourcentage des ménages qui jugent peu agréable l'environnement immédiat de leur logement en matière de tranquillité.

2. Appréciation de la qualité de l'air (pollution atmosphérique) de l'environnement résidentiel : pourcentage des ménages qui jugent peu agréable l'environnement immédiat de leur logement en matière de qualité de l'air.

3. Appréciation de la propreté de l'environnement résidentiel : pourcentage des ménages qui jugent peu agréable l'environnement immédiat de leur logement en matière de propreté.

4. Appréciation de l'aspect esthétique des constructions dans l'environnement résidentiel : pourcentage des ménages qui jugent peu agréable l'environnement immédiat de leur logement en matière d'aspect esthétique des constructions.

Source : SPF Economie - Direction générale Statistique et information économique, Enquête socio-économique générale - Année 2001 - Calculs : Thomas (I.), UCL, Unité de géographie et IWEPS.

- Logement dans une roulotte ou dans une caravane : obtenu par le rapport entre le nombre de ménages qui déclarent habiter dans une roulotte/caravane et le nombre total de ménages.

Source : SPF Economie - Direction générale Statistique et information économique, Enquête socio-économique générale - Année 2001 - Calculs : Thomas (I.), UCL, Unité de géographie.

- Locataires sociaux : approchés par le rapport entre le nombre de logements publics au sens de la stratégie communale d'actions en matière de logement 2007-2012 et le nombre de ménages dans la commune.

Source : SPW DGO4 - Département du Logement - ancrage communal - Année 2007 (1^{er} janvier) - Calculs : SPW - DGO4 - Département du Logement.

1. Droit au travail

- Taux de réserve de main d'œuvre : obtenu par le rapport entre le nombre de personnes qui ne travaillent pas ou qui travaillent involontairement à temps partiel, tout en étant présumées candidates pour exercer un travail à temps plein et le total de la population en âge de travailler (15-64 ans).

Source : IWEPS - Statistiques de population active, emploi et chômage par commune - Année 2004 - Calculs : IWEPS et OSEC.

- Taux de chômage de très longue durée : obtenu par le rapport entre le nombre total de demandeurs d'emploi inscrits inoccupés depuis deux ans au moins (durée \geq à 24 mois selon la définition du B.I.T.) et la population active totale âgée de 15 à 64 ans.

Sources : FOREm (année 2007 - moyenne annuelle) et Steunpunt WAV (2006 - moyenne annuelle) - Calculs : IWEPS.

1. Droit à la formation

- Taux de faiblement diplômés : obtenu par le rapport entre le nombre de personnes qui ont obtenu au maximum le diplôme d'études primaires (ou qui n'ont jamais suivi un enseignement) et le total de la population âgée de 18 ans et +.

Source : SPF Economie - Direction générale Statistique et information économique, Enquête socio-économique générale - Année 2001 - Calculs : Centre de Sociologie du Travail, de l'Emploi et de la Formation (TEF), ULB.

1. Droit à l'épanouissement culturel et social

- Indicateur composite de fracture numérique obtenu par une moyenne arithmétique de trois indicateurs calculés par application aux communes des pourcentages régionaux des personnes (âgées de 15 ans et +) exclues de l'usage d'internet (pas une seule utilisation par an, quel que soit le lieu de l'utilisation - au domicile, au travail,...) selon trois critères :

1. les exclus en raison de l'âge (groupes d'âge quinquennaux de 15 ans et +);

Sources : AWT - Usages TIC 2007 des citoyens wallons et SPF Economie - Direction générale Statistique - Statistiques démographiques au 1^{er} janvier 2008.

2. les exclus en raison du type de ménage (homme seul, femme seule, couple sans enfant, monoparental (père), monoparental (mère), ménage de 4 personnes, ménage de 5 personnes, ménage de 6 personnes et +);

Sources : AWT - Usages TIC 2007 des citoyens wallons et SPF Economie - Direction générale Statistique - Statistiques démographiques au 1^{er} janvier 2007.

3. les exclus en raison du niveau d'instruction (pas de diplôme ou diplôme de l'enseignement primaire, enseignement secondaire inférieur, enseignement secondaire supérieur, enseignement supérieur);

Sources : AWT - Usages TIC 2007 des citoyens wallons et SPF Economie - Direction générale Statistique - Enquête socio-économique générale - Année 2001.

Calculs : IWEPS

- Taux de désaffection électorale : obtenu par le rapport entre le nombre de votes blancs ou nuls augmenté du nombre de désistements et le nombre total d'inscrits aux élections communales d'octobre 2006.

Source : Service public fédéral Intérieur; Calculs : IWEPS.

Facteurs de risque :

1. Ménages monoparentaux : obtenu par le rapport entre le nombre de ménages monoparentaux (H + F) et le nombre total de ménages au 1^{er} janvier 2005.

Source : SPF Economie - Direction générale Statistique - Statistiques démographiques - Calculs : UCL-Gédap.

2. Isolés de 65 ans et plus : obtenu par le rapport entre le nombre de personnes âgées de 65 ans et plus vivant seules et le nombre total de personnes âgées de 65 ans et plus, au 1^{er} janvier 2005.

Source : SPF Economie - Direction générale Statistique - Statistiques démographiques - Calculs : UCL-Gédap.

3. Demandeurs d'asile : nombre de demandeurs d'asile en procédure (nouvelles demandes enregistrées) selon la commune de résidence au moment du dépôt de la demande, au 10 janvier 2007

Source : Office des étrangers.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 décembre 2008 portant exécution du décret du 6 novembre 2008 relatif au Plan de cohésion sociale des villes et communes de Wallonie, pour ce qui concerne les matières dont l'exercice a été transféré de la Communauté française.

Namur, le 12 décembre 2008.

Le Ministre-Président,

R. DEMOTTE

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,

Ph. COURARD

Le Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Égalité des Chances,

D. DONFUT

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2008 — 4615

[2008/204627]

12 DECEMBER 2008. — Besluit van de Waalse Regering houdende uitvoering van het decreet van 6 november 2008 betreffende het plan voor maatschappelijke cohesie in de steden en gemeenten van Wallonië voor wat betreft de aangelegenheden waarvan de uitoefening van de Franse Gemeenschap is overgeheveld

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 6 november 2008 betreffende het plan voor maatschappelijke cohesie in de steden en gemeenten van Wallonië voor wat betreft de aangelegenheden waarvan de uitoefening van de Franse Gemeenschap is overgeheveld, inzonderheid op de artikelen 3, 4, 5, 7, 8, 9, 10, 13, 14, 16, 18, 19, 23, 24, 27, 29, 30, 31, 33, 34, 35, 40 en 43;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 9 juni 2008;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 12 december 2008;

Gelet op advies nr. 18/2008 van de "Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne" (Hoge Raad van de Steden, Gemeenten en Provincies van het Waalse Gewest), gegeven op 11 juni 2008;

Gelet op de adviezen 45.438/4 en 45.439/4 van de Raad van State, gegeven 1 december 2008, overeenkomstig artikel 84, §1, lid 1, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken en de Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Dit decreet regelt, overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet, aangelegenheden bedoeld in de artikelen 127, § 1, en 128, § 1, ervan.

Het is van toepassing op de Franstalige gemeenten van het Waalse Gewest.

Art. 2. De gemeente stelt de diagnose op van de sociale cohesie bedoeld in artikel 5, § 2, van het decreet van 6 november 2008 betreffende het plan voor maatschappelijke cohesie in de steden en gemeenten van Wallonië voor wat betreft de aangelegenheden waarvan de uitoefening van de Franse Gemeenschap is overgeheveld, hierna het decreet genoemd.

De gemeente werkt het ontwerp-plan uit waarvan sprake in artikel 7, 3^o, van het decreet.

Uiterlijk 15 juli van het jaar voorafgaand aan de inwerkingtreding van het plan maakt de gemeente het ontwerp-plan, met inbegrip van de diagnose, in tweevoudig exemplaar over aan de dienst waarvan sprake in artikel 30, § 1, van het decreet.

Na ontvangst van het gunstige advies van de Regering waarvan sprake in artikel 10 van het decreet maakt de gemeente haar definitieve plan over.

In afwijking van lid 3 geeft de gemeente voor het plan dat de periode 2009-2013 bestrijkt tegen 15 januari 2009 kennis aan bedoelde dienst van haar voornemen om een project-plan in te dienen en maakt haar het ontwerp-plan over tegen 28 februari 2009.

Art. 3. De model-overeenkomst waarvan sprake in artikel 8, § 2, van het decreet is opgenomen in bijlage 1.

De model-samenwerkingsovereenkomst waarvan sprake in artikel 23, § 5, van het decreet is opgenomen in bijlage 2.

Art. 4. § 1. De projectleider bedoeld in artikel 24, § 1, van het decreet moet houder zijn van een master- of bachelordiploma uitgereikt door een universitaire instelling of een hogeschool of een nuttige ervaring van minstens drie jaar in het projectbeheer voorleggen.

§ 2. Voor de gemeenten van minder dan 20 001 inwoners moet de projectleider minstens halftijds bezig zijn met de uitvoering van de opdrachten waarvan sprake in artikel 24, § 3, van het decreet.

Voor de gemeenten van 20 001 inwoners en meer moet de projectleider voltijds bezig zijn met de uitvoering van de opdrachten waarvan sprake in artikel 24, § 3, van het decreet.

§ 3. De projectleider moet de opleiding volgen die handelt over het sociale cohesieplan, erkend door de "Conseil régional de la Formation" (Gewestelijke Vormingsraad).

Art. 5. § 1. Overeenkomstig artikel 27, § 3, van het decreet vergadert de commissie na bijeenroeping door diens voorzitter met mededeling ervan aan elk van de leden minstens vijftien kalenderdagen voor de datum waarop de vergadering doorgaat.

Elk document dat in de commissie behandeld moet worden, wordt bij de oproeping gevoegd.

§ 2. De commissie vergadert rechtsgeldig in aanwezigheid van diens voorzitter of, bij verhindering, van minstens één ondervoorzitter, de projectleider en het personeelsdienst van de Regering bedoeld in artikel 30, § 1, van het decreet.

De beslissingen van de commissie worden in consensus getroffen.

§ 3. Elke vergadering van de commissie wordt genotuleerd met overmaking van de notulen aan alle leden binnen de vijftien dagen nadat de vergadering werd gehouden.

Art. 6. Overeenkomstig artikel 30, § 1, van het decreet is de dienst die belast wordt met de begeleiding van de uitvoering van het plan en de beoordeling ervan, de Interdepartementale Directie Sociale Cohesie van de Waalse Overheidsdienst.

Overeenkomstig artikel 30, § 2, van het decreet is de dienst die belast wordt met de financiële opvolging van het plan, het Operationele Directoraat-generaal Plaatselijke Besturen, Sociale Actie en Gezondheid van de Waalse Overheidsdienst.

In afwijking van lid 2 is de dienst die belast is met de financiële opvolging van de acties gevoerd overeenkomstig artikel 18 van het decreet, het bestuur dat valt onder de bevoegdheden van de subsidiërende Minister.

Art. 7. § 1^{er}. Overeenkomstig artikel 31, § 1 en § 2 :

1^o worden de documenten waarvan sprake in artikel 29, § 1 en § 2, van het decreet opgesteld op grond van het model verstrekt door de diensten van de Regering waarvan sprake in artikel 30 van het decreet en worden ze overgemaakt tegen 31 maart van het jaar volgend op het jaar waarop ze betrekking hebben;

2^o worden de documenten waarvan sprake in artikel 29, § 3 en § 4, van het decreet opgesteld op grond van het model verstrekt door de diensten van de Regering waarvan sprake in artikel 30 van het decreet en worden ze overgemaakt tegen 30 juni van het jaar volgend op het jaar waarop ze betrekking hebben.

§ 2. De documenten waarvan sprake in de artikelen 35, § 3, en 40, § 3, van het decreet worden overgemaakt volgens de nadere regels bepaald in § 1, 1^o, van dit artikel.

Art. 8. De berekeningswijze van de variabelen waarvan de lijst opgenomen is in artikel 3, § 3, van het decreet wordt uitvoerig uiteengezet in het document opgenomen in bijlage 3 bij dit besluit, overeenkomstig artikel 3, § 4, van het decreet.

Art. 9. Het bedrag van de basissubsidie waarvan sprake in artikel 13, § 1, van het decreet is het volgende :

1^o de gemeenten met minder dan 5 000 inwoners; 20.000 euro;

2^o de gemeenten met 5 000 tot 10 000 inwoners; 40.000 euro;

3^o de gemeenten met 10 001 tot 20 000 inwoners; 60.000 euro;

4^o de gemeenten met 20 001 tot 30 000 inwoners; 80.000 euro;

5^o de gemeenten met 30 001 tot 40 000 inwoners; 100.000 euro;

6^o de gemeenten met 40 001 tot 60 000 inwoners; 200.000 euro;

7^o de gemeenten met 60 001 tot 90 000 inwoners; 400.000 euro;

2^o de gemeenten met 90 001 inwoners en hoger : 700.000 euro.

Art. 10. Voor de berekening van de gemoduleerde subsidie bedraagt de waarde "V" bedoeld in artikel 14, § 2, van het decreet 0,9 voor de gemeenten van de categorieën 1^o tot 5^o van artikel 3 van dit artikel, 0,6 voor de gemeenten van categorie 6^o en 0,35 voor de gemeenten van de categorieën 7^o en 8^o.

Art. 11. Overeenkomstig artikel 16, lid 2, van het decreet wordt het saldo van de jaarlijkse subsidie gestort wanneer de gemeente de bewijsstukken van de uitgaven overgemaakt heeft aan de diensten bedoeld in artikel 30 van het decreet en wanneer zij zich geschikt heeft naar artikel 14 van dit besluit.

Art. 12. § 1. Overeenkomstig artikel 18 van het decreet kan elke Minister in het kader van zijn bevoegdheden bijkomende geldmiddelen toekennen aan de gemeenten gelegen op het grondgebied van het Waalse Gewest en opgenomen in de lijst waarvan sprake in artikel 9, § 1, van het decreet.

Die bijkomende middelen worden voorbehouden voor de gemeenten die in het kader van het plan voor maatschappelijke cohesie één of meer in artikel 23, § 5, van het decreet bedoelde samenwerkingsverbanden sluiten die een financiële transfer inhouden.

§ 2. Overeenkomstig artikel 18 van het decreet stellen de gemeenten acties voor die ondersteund kunnen worden in kader van de oproep tot het indienen van projecten bedoeld in artikel 6, § 1, van het decreet.

De acties die uitgevoerd dienen te worden om in aanmerking te komen voor die middelen passen in de beleidslijnen opgenomen in artikel 4, § 3, van het decreet.

Ze beantwoorden aan de structurele zwakke punten die blijken uit de diagnose van de maatschappelijke cohesie waarvan sprake in artikel 5, § 2, van het decreet.

Ze worden tot stand gebracht door één of meerdere overeenkomstsluitende verenigingen.

Ze zijn vastgelegd in de samenwerkingsovereenkomst waarvan sprake in artikel 23, § 5, van het decreet, gesloten tussen de gemeente en de betrokken vereniging(en).

§ 3. Binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten staan de bijkomende middelen waarvan sprake in artikel 18 van het decreet in verhouding tot het bedrag van de gemoduleerde subsidie die aan de gemeente toegekend is overeenkomstig artikel 14 van het decreet. Die bijkomende middelen worden aan de betrokken verenigingen doorbetaald volgens nadere regels bepaald in de samenwerkingsovereenkomst waarvan sprake in vorig lid.

§ 4. Wat betreft de bevoegdheden van de Gezondheid, de Sociale Actie en de Gelijke Kansen, krijgt de gemeente de bijkomende middelen waarvan sprake in § 3 van dit artikel enkel als zijn samenvattende indicator voor de toegang tot de fundamentele rechten waarvan sprake in artikel 3, § 1, van het decreet boven 0 ligt.

Art. 13. Bij een aanvullende oproep tot het indienen van projecten of overeenkomstig artikel 18 van het decreet worden de in overweging genomen acties in een aanhangsel opgenomen bij het plan goedgekeurd door de Regering, geldig voor de overige duur van het plan en voor minstens één kalenderjaar.

Art. 14. De voor de subsidie toelaatbare uitgaven waarvan sprake in artikel 19 van het decreet dienen in rechtstreeks verband te staan met de acties die gevoerd worden tijdens de periode van 1 januari tot 31 december van het lopende jaar.

De uitgaven waarvan sprake in lid 1 zijn de volgende :

1° personeelskosten : zij hebben betrekking op de personeelsleden die specifiek in dienst worden genomen voor de uitvoering van het project of die speciaal daartoe gedetacheerd worden en in hun betrekking vervangen worden;

2° werkingskosten : als ze niet duidelijk aangegeven kunnen worden, worden ze gewogen in een verhouding tussen het personeel dat voor de maatregel ingezet wordt en het personeel dat bij de uitgevoerde uitgave betrokken is. De verplaatsingskosten worden berekend in functie van het barema dat in het in aanmerking komende gemeentebestuur gangbaar is;

3° investeringskosten : de inrichtingspercentages die aangegeven worden in de investeringskosten hebben betrekking op kleinschalige renovaties van de lokalen die voor het plan aangewend worden. Het rollend materieel dat aangegeven is in de investeringskosten worden als voertuigen voor collectief gebruik door de begunstigden van het plan verstaan;

4° consultancykosten : de kosten die reeds in verband staan tot het plan zoals de kosten voor de opleiding van of het toezicht op een team;

5° de subsidiëeringskosten aan de instellingen, diensten en verenigingen waarmee de gemeente een samenwerkingsovereenkomst gesloten heeft overeenkomstig de artikelen 18 en 23, § 5, van het decreet : kosten met het oog op de uitvoering van een actie die in rechtstreeks of aanvullend verband staat tot het plan.

De toelaatbare uitgaven waarvan sprake onder 1°, 2°, 3° en 4° hebben betrekking op de uitgaven verricht door de gemeente en de bedragen overgeheveld aan de instellingen, diensten of verenigingen bedoeld onder 5°.

Art. 15. § 1. Ter uitvoering van artikel 33, § 2, van het decreet zijn de vermindering of de intrekking van de subsidie ten gevolge van de tussentijdse beoordeling van het plan gegrond op de gezamenlijke beoordeling van de naleving van de verplichtingen van het decreet en de voortgang en uitvoering van de acties vervat in het plan ten opzichte van de beoogde beleidslijnen en de doelstellingen van het decreet.

§ 2. Indien een gemeente getroffen wordt door een beslissing tot vermindering van zijn subsidie :

1° mag de vermindering de 40 % niet overschrijden van het bedrag van de subsidie die toegekend is in het jaar waarin het tussentijdse beoordelingsverslag is aangenomen door de commissie, overeenkomstig artikel 29, § 3, van het decreet;

2° als de subsidie verminderd wordt met meer dan 20 % , komt de gemeente in aanmerking :

- voor het jaar volgend op het jaar van de beslissing, voor een subsidie die gelijk is aan 80 % van de subsidie toegekend in het jaar waarin het tussentijdse beoordelingsverslag is aangenomen door de commissie, overeenkomstig artikel 29, § 3, van het decreet;

- voor het tweede jaar volgend op dat van de beslissing, voor de verminderde subsidie zoals beslist door de Regering.

§ 3. De gemeente die het voorwerp uitmaakt van een beslissing tot intrekking van de subsidie kan nog tijdens het jaar volgend op het jaar waarin de beslissing is medegedeeld in aanmerking komen voor 50 % van het bedrag van de subsidie toegekend tijdens het jaar waarin het tussentijdse beoordelingsverslag is aangenomen door de commissie, overeenkomstig artikel 29, § 3, van het decreet.

Art. 16. Ter uitvoering van artikel 34, § 2, van het decreet kan de niet-naleving van een deel van of alle bepalingen vastgesteld bij het decreet een sanctie teweegbrengen onder voorbehoud van volgende voorwaarden :

1° de niet-naleving moet vastgesteld zijn door de diensten van de Regering waarvan sprake in artikel 30 van het decreet en in een schriftelijke aanmaning opgenomen zijn;

2° de gemeente wordt verzocht haar opmerkingen over te maken aan bedoelde diensten;

3° in voorkomend geval stelt het bestuur de Regering voor dat de gemeente geschrapt wordt van de lijst der gesubsidieerde gemeenten.

Art. 17. Het besluit van de Waalse Regering van 4 december 2003 ter uitvoering van het decreet van 15 mei 2003 betreffende de buurtpreventie in de steden en de gemeenten van Wallonië wordt opgeheven.

In afwijking van lid 1 blijft dat besluit gelden voor de definitieve vereffening van de subsidies die toegekend zijn overeenkomstig het decreet van 15 mei 2003 als voornoemd en het begrotingsdecreet 2009.

Art. 18. Op 1 januari 2009 treden in werking :

1° het decreet van 6 november 2008 betreffende het plan voor maatschappelijke cohesie in de steden en gemeenten van Wallonië voor wat betreft de aangelegenheden waarvan de uitoefening van de Franse Gemeenschap is overgeheveld;

2° dit besluit.

Art. 19. De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken en de Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 12 december 2008.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,

Ph. COURARD

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,

D. DONFUT

Bijlage 1

Overeenkomst in het kader van het samenbrengen van aan elkaar grenzende gemeenten met minder dan 10 000 inwoners voor de verwezenlijking van een plan voor maatschappelijke cohesie

Tussen de gemeenten :

1.

Vertegenwoordigd door de Burgemeester, Mevr./de heer

en de gemeentesecretaris, Mevr./de heer

2.

Vertegenwoordigd door de Burgemeester, Mevr./de heer

en de gemeentesecretaris, Mevr./de heer

3.

Wordt overeengekomen wat volgt :

Artikel 1 :

Deze overeenkomst wordt gesloten overeenkomstig artikel 8, § 2, van het decreet van betreffende het plan voor maatschappelijke cohesie van de steden en gemeenten van Wallonië, voor wat betreft de aangelegenheden waarvan de uitoefening van de Franse Gemeenschap is overgeheveld en artikel 3 van het besluit van de Waalse Regering van ter uitvoering van het decreet.

Artikel 2 :

Deze overeenkomst voorziet in de nadere regels voor het beheer van het budget voor de uitvoering van het plan voor maatschappelijke cohesie, hierna het Plan genoemd, het bestuurlijk beheer ervan, het beheer van het daartoe ingezette personeel en de verschillende met naam genoemde projecten.

Artikel 3 :

De volgende gegevens dienen opgenomen te worden in deze overeenkomst :

- De gemeente die het bestuurlijke en financiële beheer van het plan overneemt.
- De lijst van de acties met daarnaast de naam van de gemeente(n) op het grondgebied waarvan elke actie werd uitgevoerd, de doelgroep(en) en de gemeente(n) waarvan die doelgroep(en) afkomstig is (zijn).
- Voor elke gemeente, de lijst van de personeelsleden die voor het plan ingezet worden en hun functie. De hiërarchische organisatieprincipes moeten eveneens aangeduid worden zowel in termen van personeels- als van bestuurlijk beheer.
- In voorkomend geval, de verdeelsleutel van de subsidie - eerste en tweede schijf - tussen de gemeenten met het oog op de uitbetaling van hun personeel, de werkings- en investeringskosten.
- De verdeelsleutel tussen de gemeenten van het begrotingsaandeel uit eigen middelen met dien verstande dat de globale participatie uit eigen middelen minstens 25 % van het subsidiebedrag bedraagt).
- De aanwending van roerende en de onroerende goederen voor het plan.
- De nadere regels voor het bestuurlijk beheer van het plan (wat betreft meer bepaald de bewijsstukken) (*).

(*) Opgemerkt dient te worden dat er één enkel verslag opgesteld en goedgekeurd wordt - die het beoordelings- en het financiële verslag bevat - door de beraadslaging en het besluit van de gemeenteraden van de betrokken gemeenten en dat het verslag enkel ondertekend wordt door het college van de gemeente die voor de subsidie in aanmerking komt.

- De verdeling van de tegoeden die dit plan toegewezen zijn bij beëindiging van deze overeenkomst.

Artikel 4 :

Deze overeenkomst is geldig voor de gehele duur van het plan voor maatschappelijke cohesie om het plan van stabiliteit te voorzien.

Artikel 5 :

Wordt deze overeenkomst vroegtijdig opgezegd, wordt er per aangetekend schrijven een vooropzeg van één jaar gericht aan de medeondertekende gemeente(n) en aan de diensten van de Regering, waarbij opzeg pas uitwerking heeft op 31 december van een kalenderjaar.

Opgemaakt te, op

Voor de gemeente,

Voor de gemeente,

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van de Waalse Regering van 12 december 2008 ter uitvoering van het decreet van 6 november 2008 betreffende het plan voor maatschappelijke cohesie van de steden en gemeenten van Wallonië, voor wat betreft de aangelegenheden waarvan de uitoefening overgeheveld is van de Franse Gemeenschap.

Namen, 12 december 2008.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,

Ph. COURARD

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,

D. DONFUT

Bijlage 2
Samenwerkingsovereenkomst betreffende de uitvoering van het plan voor maatschappelijke cohesie

Tussen enerzijds (eerste overeenkomstsluitende partij);

De stad/gemeente (1), vertegenwoordigd door haar gemeentecollege dat machtiging verleend heeft aan Mevr./de heer (1)

(referenties (naam, voornaam en functie) van de persoon (personen) gemachtigd door de gemeente om de overeenkomst te sluiten);

En anderzijds (tweede overeenkomstsluitende partij);

...

(benaming van de partner, juridische firmanaam (VZW,...), adres van zijn maatschappelijke zetel en vermelding van de referenties van de persoon die gemachtigd is om de overeenkomst te sluiten in naam en opdracht van de partner)

Wordt overeengekomen wat volgt :

Artikel 1.

Deze overeenkomst wordt gesloten in het kader van de verwezenlijking van het plan voor maatschappelijke cohesie van de stad/gemeente (1) ...

Overeenkomstig artikel 4, § 2, van het decreet van 6 november 2008 betreffende het plan voor maatschappelijke cohesie van de steden en gemeenten van Wallonië voor wat betreft de aangelegenheden waarvan de uitoefening overgeheveld is van de Franse Gemeenschap, past deze overeenkomst in beide volgende doelstellingen :

- de sociale ontwikkeling van de buurten;
- de bestrijding van alle vormen van bestaansonzekerheid, armoede en onveiligheid.

Artikel 2.

De tweede partij verbindt zich ertoe volgende actie(s) uit te voeren of aan de uitvoering ervan deel te nemen :

Artikel 3.

De methodologie die gevolgd zal worden door de tweede overeenkomstsluitende partij voor de verwezenlijking van de actie(s) omschreven in artikel 2 is de volgende :

...

Artikel 4.

De stad/gemeente (1) verbindt zich ertoe de nodige middelen aan zijn partner te verstrekken voor de uitvoering van deze overeenkomst overeenkomstig het besluit van de Waalse Regering van 12 december 2008 ter uitvoering van het decreet van 6 november 2008 betreffende het plan voor maatschappelijke cohesie van de steden en gemeenten van Wallonië.

De nodige middelen worden uitvoerig omschreven als volgt :

- (omschrijving van de subsidie per post)

In dat verband stort de stad/gemeente (1) aan de tweede partij X % van het bedrag van de subsidie binnen de X dagen na ondertekening van deze overeenkomst.

Het saldo van de subsidie wordt gestort na overlegging van de bewijsstukken.

De tweede overeenkomstsluitende partij betaalt de eerste partij onverwijld elke onterecht gekregen som terug.

Overigens mag het gesubsidieerde project geenszins dubbel gesubsidieerd worden.

Artikel 5.

De partner verbindt zich ertoe vertegenwoordigd te worden op de vergaderingen van de begeleidingscommissie van het Plan voor maatschappelijke cohesie.

Hij moet eveneens het bewijs voorleggen van de uitgaven verricht in het kader van het plan voor maatschappelijke cohesie aan de hand van de subsidies die hij doorbetaald kreeg. Die stukken worden door de gemeenteoverheid overgemaakt aan DG05 in het kader van de mededeling van het financiële verslag.

Voor de personeelskosten legt de partner de arbeidsovereenkomsten, de jobstudentcontracten stagecontracten en de individuele bezoldigingsfiches voor.

Voor de werkingskosten worden de facturen, kastickets en bestelbonnen voorgelegd.

De partner verbindt zich er eveneens toe zijn financiële balans jaarlijks aan de gemeenteoverheid voor te leggen.

Artikel 6.

Deze overeenkomst vangt aan op 1 januari en eindigt op 31 december van het jaar waarvoor de stad/gemeente (1) een gewestelijke subsidie krijgt voor de uitvoering van zijn plan voor maatschappelijke cohesie.

Ze is stilzwijgend verlengbaar voor zover ze verband blijft houden met het Plan voor maatschappelijke cohesie goedgekeurd door de Waalse Regering.

Artikel 7.

Elkeen van de partijen mag eenzijdig de overeenkomst opzeggen als de andere partij haar contractuele verplichtingen geheel of gedeeltelijk niet nakomt.

De opzegging kan verwezenlijkt worden zonder rechterlijke formaliteit na een ingebrekestelling die per aangetekend schrijven gericht is aan de tekortkomende partij, met opgave van de redenen voor de getroffen beslissing en onverminderd de vordering van een vergoeding.

De stad/gemeente (1) is ertoe verplicht per schrijven en binnen een redelijke termijn de Minister bevoegd voor Binnenlandse Aangelegenheden op de hoogte te brengen, onacht de partij die het initiatief voor de opzegging van deze overeenkomst genomen heeft.

Opgemaakte te, op

Voor de stad/gemeente (1)

Voor de partner,

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van de Waalse Regering van 12 december 2008 ter uitvoering van het decreet van 6 november 2008 betreffende het plan voor maatschappelijke cohesie van de steden en gemeenten van Wallonië, voor wat betreft de aangelegenheden waarvan de uitoefening overgeheveld is van de Franse Gemeenschap.

Namen, 12 december 2008.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,
Ph. COURARD

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,
D. DONFUT

Bijlage 3**Samenvattende indicator voor de toegang tot de fundamentele rechten per gemeente****Berekeningsmethode, lijst van de variabelen en bronnen van de gegevens**

De samenvattende indicator voor de toegang tot de fundamentele rechten weerspiegelt de toegang van de bevolking van elke Waalse gemeente tot de fundamentele rechten, aangevuld met een risicofactor ten opzichte van de instandhouding van de sociale cohesie op het grondgebied van de gemeente.

De fundamentele rechten zijn opgesplitst in zes deelrechten :

- 1° het recht op een waardig inkomen;
- 2° het recht op de bescherming van de gezondheid en op sociale en medische hulp;
- 3° het recht op een decente woning en een gezond leefmilieu;
- 4° het recht op werk;
- 5° het recht op en opleiding;
- 6° het recht op sociale en culturele ontplooiing.

Het risicofactor neemt volgende doelgroepen in overweging :

- 1° de éénoudergezinnen;
- 2° de alleenstaanden van 65 jaar en ouder;
- 3° de asielaanvragers.

Berekeningsmethode

Elkeen van de zes rechten en het risicofactor worden benaderd door een selectie van indicatoren die gekozen worden wegens hun bestaan, hun representativiteit, hun relevantie en hun beschikbaarheid op gemeentelijke schaal. In totaal worden er 24 indicatoren in rekening gebracht.

De eenvoudige cijfers worden gekregen door standaardisering van de basisindicatoren, waardoor elke indicator teruggebracht wordt tot een waarde tussen 0 en 1.

Cijfer_i = (waargenomen waarde_i - minimumwaarde)

—————
(maximumwaarde - minimumwaarde)

De voor elk van die rechten en voor het risicofactor samengestelde cijfers worden voortgebracht door het rekenkundig gemiddelde van de eenvoudige cijfers, met gelijke weging, genormaliseerd

De samenvattende indicator is de som, bij gelijke weging, van de per recht en per risicofactor samengestelde indicatoren.

Lijst van de variabelen en bron van de gegevens

1. Recht op een waardig inkomen

- Aantal sociale steuntrekkers : verkregen door de verhouding die totstandkomt tussen het aantal leefloners, de financiële tegemoetkoming gelijk aan het leefloon, het gewaarborgd inkomen en de inkomenswaarborg aan de ouderen en de bevolking van 18 jaar en ouder.

Bronnen : FOD Sociale Integratie (jaar 2007 - jaargemiddelde), Rijkspensioendienst (jaar 2006 - toestand op 1 januari 2007), FOD Economie - Algemene Directie Statistiek, Bevolkingsstatistieken (toestand op 1 januari 2008) - Berekeningen : IWEPS.

- Samengestelde inkomstenindicator : verkregen door het gemiddelde van twee indicatoren :

1. Het mediane belastingsinkomen (uitgedrukt in euro). Het betreft het inkomen gekoppeld aan de aangifte die zich in het midden van de reeks bevindt, waarbij de aangiften gerangschikt werden per grootteorde. Het wordt uitgedrukt in euro.

Bron : FOD Economie - Algemene Directie Statistieken, Fiscale statistieken Inkomsten 2005 - aanslagjaar 2006 - Berekeningen : IWEPS.

2. het percentage lage inkomens : verkregen door de verhouding tussen het aantal belastingaangiften lager dan 10.000 euro en het totaal aantal belastingaangiften.

Bron : FOD Economie - Algemene Directie Statistieken, Fiscale statistieken Inkomsten 2005 - aanslagjaar 2006 - Berekeningen : IWEPS.

- Cijfer der lage lonen : verkregen door de verhouding tussen het aantal loontrekkenden onderworpen aan de RSZ, uitgedrukt in arbeidsvolume - voltijdsequivalenten, die een dagloon krijgen dat lager is dan 80 EUR en het totaal der voltijds equivalenten de aan de RSZ onderworpen zijn. (de drempel van 80 EUR is de beschikbare referentie die het dichtst het loon benadert dat gekoppeld is aan het bedrag vastgesteld tot toekenning van een werkbonus onder de vorm van een vermindering van de persoonlijke bijdragen van sociale zekerheid aan werknemers met lage lonen en aan sommige werknemers die het slachtoffer waren van een herstructurering - Koninklijk besluit van 1 september 2006 ter uitvoering van artikel 2, § 2, lid 5, van de wet van 20 december 1999).

Bron : RSZ - Jaar 2006 (gemiddelde van de vier kwartalen van het jaar) - Berekeningen : IWEPS.

1. Recht op de bescherming van de gezondheid en op medische en sociale hulp

- Levensverwachting bij de geboorte : uitgedrukt in jaren. Het betreft de gemiddelde duur van één generatie die tijdens het hele bestaan de sterftevoorwaarden zou kennen zoals waargenomen op het ogenblik van zijn geboorte in alle leeftijds categorieën.

Bron : FOD Economie - Algemene Directie Statistiek - Demografische statistieken - Jaren 2000-2004 - Berekeningen : UCL-Gédap.

- Handicap en langdurige ziekte : verkregen door de verhouding tussen het aantal personen die verklaren hinder te ondervinden in hun dagelijkse activiteiten wegens één of meerdere langdurige ziektes of handicaps en het totaal aantal personen die de vraag beantwoord hebben.

Bron : FOD Economie - Algemene Directie Statistiek en Economische Informatie, Algemeen sociaal-economisch onderzoek - Jaar 2001 - Berekeningen : IWEPS.

- Beroepsziekten : verkregen door de verhouding tussen het aantal personen in de privé-sector die vergoedingen krijgen wegens permanente arbeidsongeschiktheid en de bevolking ouder dan achttien jaar en $\times 10\,000$.

Bronnen : Fonds der beroepsziekten (jaar 2007) en FOD Economie - Algemene Directie Statistiek - Demografische statistieken (toestand op 1 januari 2008) - Berekeningen : IWEPS.

1. Recht op een decente woning en een gezonde leefomgeving

- Kwaliteitsarme woningen : verkregen door de verhouding tussen het aantal woningen zonder wc of zonder badkamer/douche of die 4 tot 6 grote herstellingen nodig hebben en het totaal aantal woningen.

Bron : FOD Economie - Algemene Directie Statistiek en Economische informatie, Algemeen sociaal-economisch onderzoek - Jaar 2001 - Berekeningen : Thomas (I.), UCL, *Unité de géographie*.

- Samengestelde indicator voor de beoordeling van de onmiddellijke leefomgeving van de woning : verkregen door een arithmetisch gemiddelde van vier gestandaardiseerde indicatoren (waarvan de waarde teruggebracht wordt in interval [0,1] :

1. Beoordeling van de rust (geluidshinder en geluidspollutie) in de residentiële leefomgeving : percentage van de gezinnen die de onmiddellijke omgeving van hun woning op het vlak van de rust als onaangenaam ervaren.

2. Beoordeling van de luchtkwaliteit (luchtverontreiniging) in de residentiële leefomgeving : percentage van de gezinnen die de onmiddellijke omgeving van hun woning op het vlak van de luchtkwaliteit als onaangenaam ervaren.

3. Beoordeling van de reinheid van de residentiële leefomgeving : percentage van de gezinnen die de onmiddellijke omgeving van hun woning op het vlak van de reinheid als onaangenaam ervaren.

4. Beoordeling van het esthetisch uitzicht van de bouwwerken in de residentiële leefomgeving : percentage van de gezinnen die de onmiddellijke omgeving van hun woning op het vlak van het esthetisch uitzicht van de bouwwerken als onaangenaam ervaren.

Bron : FOD Economie - Algemene Directie Statistiek en Economische informatie, Algemeen sociaal-economisch onderzoek - Jaar 2001 - Berekeningen : Thomas (I.), UCL, *Unité de géographie* en IWEPS.

- Woning in een woonwagen of in een caravan : verkregen door de verhouding tussen het aantal gezinnen die verklaren in een woonwagen of in een caravan te wonen en het totaal aantal gezinnen.

Bron : FOD Economie - Algemene Directie Statistiek en Economische informatie, Algemeen sociaal-economisch onderzoek - Jaar 2001 - Berekeningen : Thomas (I.), UCL, *Unité de géographie*.

- Sociale huurders : benaderd door de verhouding tussen het aantal openbare woningen in de zin van het gemeentebestuur voor actie in de huisvesting 2007-2012 en het totaal aantal gezinnen.

Bron : SPW DGO4 - Departement Wonen - gemeentelijke verankering - Jaar 2007 (1 januari) - Berekeningen : SPW - DGO4 - Departement Wonen.

1. Recht op werk

- Percentage arbeidsreserve : verkregen door de verhouding tussen het aantal personen die niet werken of onvrijwillig deeltijds werken hoewel ze vermoedelijk voltijds willen werken en het totaal van de beroepsgeschikte bevolking obtenu (15 tot 64-jarigen).

Bron : IWEPS - *Statistiques de population active, emploi et chômage par commune* - Jaar 2004 - Berekeningen : IWEPS et OSEC.

- Percentage langdurig werklozen : verkregen door de verhouding tussen het totaal aantal werkloze werkzoekenden ingeschreven sinds minstens twee jaar (duur \geq dan 24 maanden volgens definitie I.A.T.) en de totale beroepsbevolking van 15 tot 64 jaar.

Bronnen : FOREm (jaar 2007 - jaargemiddelde) en Steunpunt WAV (2006 - jaargemiddelde) - Berekeningen : IWEPS.

1. Recht op een opleiding

- Percentage laaggeschoolden : verkregen door de verhouding tussen het aantal persoon die hoogstens hun lagere school afwerkten (of die nooit naar school gingen) en het totaal van de bevolking van achttien jaar en ouder.

Bron : FOD Economie - Algemene Directie Statistiek en Economische Informatie, Algemeen sociaal-economisch onderzoek - Jaar 2001 - Berekeningen : Centre de Sociologie du Travail, de l'Emploi et de la Formation (TEF), ULB.

1. Recht op sociale en culturele ontplooiing

- Samengestelde indicator elektronische kloof verkregen door een rekenkundig gemiddelde van drie indicatoren door op de gemeenten de gewestelijke percentages toe te passen van de personen (15 jaar en ouder) aan wie het gebruik van internet is ontzegd (niet één enkel gebruik per jaar, ongeacht de plaats van gebruik, werk, thuis...) volgens drie criteria :

1. Uitgesloten wegens de leeftijd (vijfjarige leeftijdsgroepen van 15 jaar en meer);

Bronnen : AWT - Gebruik ICT 2007 bij de Waalse burgers en FOD Economie - Algemene Directie Statistiek, demografische statistieken op 1 januari 2008.

2. Uitgesloten wegens het soort gezin (alleenstaande man, alleenstaande vrouw, kinderloos koppel, eenoudergezin (vader), eenoudergezin (moeder), gezin van 4 personen, gezin van vijf personen, gezin van zes personen en meer);

Bronnen : AWT - Gebruik ICT 2007 bij de Waalse burgers en FOD Economie - Algemene Directie Statistiek, Demografische statistieken op 1 januari 2007.

3. Uitgesloten wegens het onderwijsniveau (geen diploma of diploma van de lagere school, lager secundair onderwijs, hoger secundair onderwijs, hoger onderwijs);

Bronnen : AWT - Gebruik ICT 2007 bij de Waalse burgers en FOD Economie - Algemene Directie Statistiek - Algemeen sociaal-economisch onderzoek - Jaar 2001.

Berekeningen : IWEPS

- Percentage niet-stemmers : verkregen door de verhouding tussen het aantal blancostemmen of nietige stemmen vermeerderd met het aantal niet opgekomen kiezers en het totaal aantal ingeschrevenen voor de gemeenteraadverkiezingen van oktober 2006.

Bron : FOD Binnenlandse Zaken; Berekeningen : IWEPS.

Risicofactoren :

1. Eenoudergezinnen : verkregen door de verhouding tussen het aantal eenoudergezinnen M/V) en het totaal aantal gezinnen op 1 januari 2005.

Bron : FOD Economie - Algemene directie Statistiek - Demografische Statistieken - Berekeningen : UCL-Gédap.

2. Alleenstaanden van 65 en ouder : verkregen door de verhouding tussen het aantal personen van 65 jaar en ouder die alleen wonen en het totaal aantal personen van 65 en ouder, op 1 januari 2005.

Bron : FOD Economie - Algemene directie Statistiek - Demografische Statistieken - Berekeningen : UCL-Gédap.

3. Asielaanvragers : aantal procederende asielaanvragers (nieuw geregistreerde aanvragen) volgens de gemeente die als verblijfplaats dient op het ogenblik van indiening van de aanvraag, op 10 januari 2007

Bron : Vreemdelingendienst.

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van de Waalse Regering van 12 december 2008 ter uitvoering van het decreet van 6 november 2008 betreffende het plan voor maatschappelijke cohesie van de steden en gemeenten van Wallonië, voor wat betreft de aangelegenheden waarvan de uitoefening overgeheveld is van de Franse Gemeenschap.

Namen, 12 december 2008.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,

Ph. COURARD

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,

D. DONFUT